

## Géopolitique arabe : une nouvelle carte ?

dimanche 8 septembre 2013, par [Khalifa CHATER](#)

**Citer cet article / To cite this version :**

[Khalifa CHATER](#), **Géopolitique arabe : une nouvelle carte ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 8 septembre 2013.

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse [expertise.geopolitique@gmail.com](mailto:expertise.geopolitique@gmail.com).

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

## **Comment lire la nouvelle carte géopolitique du monde arabe ? Le Professeur K. Chater présente les évolutions, les repositionnements, les lignes de démarcation des alliances ... et les questions en suspens.**

LE paysage arabe est marqué par le "printemps arabe" et ses effets sur les relations régionales. Les pays du Golfe et en particulier l'Arabie Saoudite craignent la contagion du processus de changement politique et expriment leur méfiance vis-à-vis des nouveaux pouvoirs en Egypte, en Tunisie et en Libye. En revanche, le Qatar, à la recherche d'un rôle international, transgresse les alliances naturelles et perturbe l'ordre au sein du Conseil Golfe et bien au-delà. La Syrie est l'enjeu d'une lutte régionale, qui a ses retombées sur les pays du voisinage : le Liban est désormais l'arrière-scène de cette guerre, alors que la Jordanie et l'autorité palestinienne tentent d'affirmer leur neutralité. L'Irak post-Saddam Hussein relativise ses ambitions. L'Egypte, préoccupée par ses problèmes internes, s'accommode de son nouveau statut qui limite ses marges de manœuvre. Les données objectives s'accommodant du mythe de l'union de l'oumma, la communauté arabe, portée par "la géopolitique de l'émotion" qui marque l'opinion dans cette aire, les dés sont désormais jetés. La révision de la carte géopolitique du Moyen-Orient est à l'ordre du jour.

### **I. La réactualisation de la guerre froide dans l'aire arabe**

Continuité de la guerre froide au Moyen-Orient [1], ses pays ont maintenu leurs régimes soit dans l'alignement avec l'Est (Syrie, Irak, Libye), soit dans l'alignement avec l'Ouest (pays du Golfe, Egypte, Jordanie). Pendant cette période, trois capitales : Le Caire, Damas et Bagdad s'étaient érigées en puissances régionales, dominant l'aire arabe. Engagée avec le soutien des pays du Golfe, la guerre contre l'Irak, en mars 2003, a assuré l'hégémonie américaine sur les plus importantes réserves d'hydrocarbures de la région. Elle a consolidé ses alliances avec les principaux pays du Moyen-Orient, à l'exception de la Syrie et de l'Iran. D'autre part, le Président G. W. Bush (fils) a engagé, dans le cadre du suivi de l'occupation américaine de l'Irak, son projet du Grand Moyen-Orient, qui avait pour objectif de remodeler une vaste zone géographique allant du Maroc au Pakistan. Le "printemps arabe" a-t-il permis à l'hyperpuissance de finaliser ce projet ?

L'actualité fait valoir la démarcation idéologique entre la Syrie et ses alliés Hizb Allah, au Liban et Hamas, sur le territoire palestinien, qui incarnent le camp de la résistance et l'aile modérée, formée par les pays du Golfe, la Jordanie et dans une moindre mesure l'Irak et l'Egypte. En effet, le rapprochement « naturel » de l'Irak avec l'Iran chiite et la pause stratégique conjoncturelle de l'Egypte, limitent leurs engagements géostratégiques. Le soutien des Etats-Unis à la résistance syrienne et la défense russe du régime de Bachar al-Assad réactualisent au Moyen-Orient la guerre froide. Peut-on, d'autre part, définir l'alliance entre l'hyperpuissance et les régimes islamiques qui ont pris le pouvoir à la faveur des "révolutions" arabes ? L'analyse des relations attestent l'existence d'un **compromis entre le régime américain et les nouveaux acteurs**. Mais il faut certes nuancer la thèse, en tenant compte des différents centres de décision à Washington et de leurs relations différentielles. Certains analystes préfèrent parler d'une reconnaissance américaine de l'état de fait et d'une volonté de traiter avec les autorités établies. Peut-être faudrait-il dégager les positions progressives du pouvoir américain. Il a applaudi les "révolutions" et les a soutenues, reconnu les élections qui ont porté au pouvoir les frères musulmans. Par la suite, il s'est inquiété de la tournure des

événements et particulièrement de l'indulgence envers les radicaux, dont certains ne cachent pas leur alignement sur al-Qaïda. Ne faut-il pas cependant remarquer que "l'alliance" des Frères Musulmans, avec le pouvoir américain ne pouvait qu'être conjoncturelle, vu l'opposition idéologique et les positions différentielles sur le processus de paix ? Rappelons le diagnostic pertinent, en mars 2010 du général David Petraeus, alors chef du Commandement central des forces américaines (Centcom) : " La colère arabe sur la question palestinienne limite la puissance et la profondeur de nos relations avec les gouvernements et les peuples de cette zone et affaiblit la légitimité des régimes modérés dans le monde arabe [2]". Or, l'habilitation citoyenne, le discours islamique radical et la prise en compte des alliés des marges, salafites et autres, sont plutôt favorables à la résistance et même à la guerre sainte. L'assassinat de l'ambassadeur américain à Ben Ghazi (11 septembre 2012) et l'attaque de l'ambassade américaine à Tunis (14 septembre 2012) ont suscité la colère des Etats-Unis. Fait certains, les nouveaux régimes, d'obédiences islamiques ménagent le pouvoir américain. Peut-on parler d'un accord *out ground* ou tout simplement d'une prudence diplomatique, dans un contexte difficile ?

Dans ce cadre de la guerre froide au Moyen-Orient, l'aire arabe enregistre l'entrée en scène de la Turquie et de l'Iran. Ecartée de l'Union Européenne, la Turquie fait désormais valoir ses ambitions régionales dans l'aire arabe. Prenant ses distances par rapport à Israël, qu'elle a souvent ménagé, Ankara se rapprocha du mouvement palestinien et particulièrement de Hamas [3]. Rompant ses relations avec le régime syrien, elle s'illustre par son soutien à la résistance. La nouvelle stratégie est confortée par la prise du pouvoir d'un parti islamique, bien proche de la famille des frères musulmans. De son côté, l'Iran est nettement engagé, dans une alliance avec Damas.

## **II. Les repositionnements des pays du "printemps arabe"**

Suite aux chutes successives du régime de Bagdad, puis de celui du Caire, et de fait, aujourd'hui, de celui de Damas, l'aire arabe est désormais l'objet du jeu diplomatique et de la concurrence effective de l'Arabie Saoudite et du Qatar, soucieux de construire une nouvelle hégémonie régionale. On comprend aisément les ambitions de l'Arabie. En dépit de sa faiblesse démographique et militaire, l'Arabie Saoudite qui fait volontiers valoir son leadership religieux et qui a, d'autre part, confirmé sa capacité à contrôler le marché pétrolier, s'érige en puissance régionale. L'actualité arabe atteste, par ailleurs, le jeu de rôle tous azimuts du Qatar. Il offrit ses bons offices aux protagonistes en Palestine et au Soudan et milita, en faveur des "révolutions" arabes et se mobilisa pour soutenir les mouvements islamiques.

La crise syrienne permet de dégager les positions différentielles des pays arabes. Dans le cadre de leurs jeux de rôles, Qatar et l'Arabie Saoudite poursuivent leurs soutiens aux composantes de la résistance, selon leurs options idéologiques. En revanche, l'Algérie, l'Irak et le Liban s'opposent à toute intervention. De leurs cotés, les pays du "printemps arabe" sont davantage soucieux de reconstruire les nouveaux régimes et de mettre en échec les dérives terroristes. Sous l'influence du Qatar, la Tunisie s'empressa de renvoyer l'ambassadeur syrien et prit fait et cause pour la résistance. Mais elle dut prendre ses distances, s'opposant à toutes interventions extérieures. Cette démarcation doit être cependant nuancée, suite aux révisions actuelles des positions.

Autre mutation significative, la démarcation au sein du Conseil des pays du Golfe. Elle serait le

produit des contradictions internes qui mettent à rude épreuve leurs réseaux d'alliance. Adoptant une proposition saoudienne, le sommet de Ryad du Conseil de Coopération du Golfe, le 10 mai 2011, surprit les observateurs, en annonçant son élargissement, hors de son horizon. Dépassant l'ordre du jour annoncé, les dirigeants du Conseil de coopération du Golfe se sont déclarés favorables à une adhésion de la Jordanie et du Maroc à leur groupement régional [4]. Le refus d'accepter, encore l'Irak et le Yémen qui sont situés dans la région atteste le caractère discriminatoire entre les pays arabes du processus. Par quoi expliquer, sinon par des préoccupations sécuritaires, ce choix de la Jordanie et du Maroc, qui allient au Golfe, un pays du Levant et un pays du Maghreb, c'est-à-dire de l'Occident de l'aire arabe ? Revirement inattendu, le Conseil du Golfe ne tarda pas à remettre en cause son élargissement au Maroc et à la Jordanie [5], en dépit de l'accueil enthousiaste de l'initiative par la Jordanie. Mais le Maroc eut plutôt une attitude réservée.

Peut-on évoquer une démarcation similaire au sein de l'Union du Maghreb Arabe (l'UMA) ? Cette formation régionale resta virtuelle, en dépit de l'accord de principe de tous les partenaires, à l'appui de leurs discours fondateurs. Mais les ambitions régionales concurrentes de l'Algérie et du Maroc, illustrées par leur différend sur le Sahara occidentale, paralyse l'institution.

### **III. Les nouvelles lignes de démarcation des alliances**

Affaiblissement du jeu de rôle du Qatar et contestation du pouvoir islamiste en Egypte et en Tunisie, l'évolution courant 2013 a ses effets sur la carte géopolitique. Les entretiens du Président Obama avec des dirigeants arabes, en avril 2013, qui ont permis d'explicitier leurs attitudes différentielles [6], expliquent le nouveau statut effectif du Qatar. Le président Barack Obama aurait été sollicité par des dirigeants de pays arabes d'éloigner le Qatar et la Turquie du dossier syrien en raison de la tournure prise par cette crise [7]. Estimant que Qatar et la Turquie "cherchent à utiliser les transitions politiques en cours au Moyen-Orient pour étendre leur influence diplomatique, économique et religieuse", ils ont affirmé que "les Etats-Unis et, donc, le président Obama sont les seuls qui peuvent remettre le Qatar à sa place". Au cours des entretiens jordano-américains, Abdallah II aurait "évoqué la sagesse des Emirats et de l'Arabie Saoudite" et "explicité l'opposition entre les attitudes des Emirats, de l'Arabie Saoudite et de la Jordanie et celles de l'escalade préconisée par Qatar [8]". Notons, d'autre part, que le jeu de rôle de Qatar est remis en question, par l'opinion arabe, vu son comportement binaire, réconciliant difficilement son alignement géopolitique et son discours national, son régime princier et ses allocutions démocratiques *off shore*. Le changement dynastique au Qatar, le 25 juin 2013 et le départ du premier ministre qui le suivit, restaure l'unité au sein du Conseil du Golfe et incite Qatar à réviser sa politique d'intervention.

**La destitution du Président Morsi le 3 juillet 2013**, suite à la révolution populaire du 30 juin a, bien entendu, des implications régionales et internationales importantes. L'Egypte se soustrait ainsi à l'Establishment international des Frères Musulmans et à l'interventionnisme à son service du Qatar et de la Turquie. A la suite de ce changement, l'Arabie, les Emirats et le Koweït décidèrent d'accorder une aide de 12 milliards de dollars au nouveau pouvoir. "Si l'Egypte bascule, tout le système bascule dans le Moyen-Orient", affirmait, à juste titre, Gilles Kepel [9] le 16 août 2013. Prenons la juste mesure de ce repositionnement de l'Egypte, pôle historique de stabilité régionale. L'Arabie Saoudite, soutenue par la Jordanie et les pays du Golfe, en dehors du Qatar, consolide son rôle régional. La redimension du Qatar, l'éloignement

de l'aire arabe de la Turquie et la restauration du leadership saoudien, qui s'en suivirent, modifient la carte géopolitique de la région. L'appui non explicite mais effectif de l'Algérie, enjeu important de l'interventionnisme, durant cette conjoncture, annonce la fin du Grand Moyen-Orient. L'Algérie a été, en effet, l'objet d'une tentative de déstabilisation, au début du "printemps arabe", engagée avec le concours de l'Etat-Al-Jazira et les forces alliées.

La réunion des ministres arabes des Affaires étrangères, le 1er septembre 2013, au Caire, pour étudier le projet de frappe contre Damas, accusé d'avoir mené une attaque chimique qui a fait des centaines de morts près de la capitale, le 21 août 2013, permet d'identifier la démarcation géopolitique entre les pays arabes. Pour mobiliser l'opinion publique, Saoud al-Fayçal, ministre saoudien des Affaires Etrangères a tenu une conférence de presse, avant l'ouverture de la réunion. Il appela les pays arabes à soutenir l'opposition syrienne, qui réclame une intervention militaire étrangère contre le régime de Bachar al-Assad. Il a eu, d'autre part, un entretien avec le Président provisoire de la République égyptienne. Mais les deux interlocuteurs restèrent sur leurs positions [10]. D'ailleurs, les nouvelles autorités égyptiennes ont pris position, jeudi 29 août 2013, contre toute attaque occidentale en Syrie. Ce positionnement marque un changement avec la ligne suivie par Mohamed Morsi. Position similaire, le ministre tunisien des Affaires étrangères a souligné vendredi 30 août 2013, que la Tunisie "s'opposait à toute intervention militaire étrangère en Syrie, réitérant son refus constant de telle ingérence dans un pays indépendant et souverain". Fut-elle dominée par le parti islamiste en-Nahdha, la troika semble réviser ainsi sa politique étrangère. Acte de prudence ou souci de ménager son opinion publique, la Jordanie qui a accueilli la réunion des chefs d'états-major, dans le cadre des préparatifs de l'intervention militaire prend ses distances et affirme qu'elle ne sera point la "base de l'attaque" [11].

En l'absence de consensus, la réunion vota une motion ambiguë, où les ministres demandaient à la communauté internationale d' "assumer leurs responsabilités" dans le dossier syrien. Mais ils évitèrent d'évoquer, dans leur motion, l'éventualité de frappes. Certains Etats comme l'Egypte, l'Algérie, l'Irak et le Liban ont même défini la frappe comme une "ingérence étrangère". Ces trois derniers pays se sont d'ailleurs abstenus au cours du vote. Les pays du Golfe, Arabie Saoudite et Qatar en tête, les principaux soutiens à l'opposition syrienne étaient favorables à une opération militaire. Par contre, l'Algérie, l'Egypte et la Tunisie rejoignaient les positions du Liban et de Jordanie, hostiles à l'intervention pour des "raisons de proximité géographique " et l'Irak, qui ménage les positions de l'Iran. Cette démarcation sur la question syrienne redessine la carte géopolitique arabe. L'axe Riyadh/Le Caire émerge. Il est soutenu par les pays du Golfe, la Jordanie, le Yémen et l'autorité palestinienne. Baghdad reste dans la mouvance de l'Iran. Le Liban tente de garder sa neutralité, compte tenu de ses divisions. La Libye est préoccupée par ses problèmes internes et son risque d'implosion. Quant à la Tunisie, elle opte désormais pour une politique de réserve, vu la bipolarité de son opinion publique.

## Conclusion

En tant que telle, [la carte géopolitique arabe](#) ne peut être que provisoire et conjoncturelle. Elle dépend de l'interaction de la dynamique interne et de l'intervention externe. Ne faudrait-il pas, par la prise en compte de l'émergence des divisions confessionnelles et ethniques, à la faveur de la guerre d'Irak, de Syrie et de leurs effets au Liban et en Jordanie évoquer la possibilité des

reconfigurations territoriales, révisant la géopolitique actuelle des Etats- nations ? Prenant acte de l'évolution éventuelle, le Premier ministre irakien évoque une possible "guerre civile au Liban, une division en Jordanie et une guerre civile, en Irak [12]" .

Faut-il écarter ce scénario illustré par l'état actuel de division ethnique et confessionnelle de l'Irak, depuis le changement du régime ? Au Liban, la guerre syrienne attise le conflit qui oppose la mouvance sunnite du 14 Mars et la mouvance chiite du 8 Mars. Explicitant et exagérant ce fait, Mamoun Effendi affirme que le Liban est "l'exemple criant où l'Etat est une simple couverture des allégeances, semblable à la voiture, mais qui au lieu d'être mue par un simple moteur, fonctionne avec plusieurs moteurs ethniques (sunna, chiia, druze, chrétiens), avec leurs différentes composantes et leurs petites allégeances. Le plus faible étant le moteur de l'Etat [13]" . Donnée réelle, le Yémen, la Libye et, la Jordanie, sont affectés par la donne ethnique. Est-ce que les mutations actuelles ne sont pas susceptibles de provoquer des soubresauts et d'ébranler la géopolitique arabe actuelle ?

*Copyright Septembre 2013-Chater/Diploweb.com*

---

## **P.-S.**

Professeur d'Histoire contemporaine, Université de Tunis.  
Analyste géopolitique, ancien Président de l'Association des Etudes Internationales, Tunisie.

---

## **Notes**

[1] Interview de Bertrand Badie : "Le printemps arabe a révélé l'existence d'un islamisme hétérogène et composite", Le monde fr, 19 janvier 2012.

[2] Témoignage devant le Sénat américain, 16 mars 2010, cité par Alain Gresh "La fin d'un ordre régional, ce que change le réveil arabe", Le Monde diplomatique, mars 2011.

[3] Voir Wendy Kristianasen, "Ni Orient ni Occident, les choix audacieux d'Ankara", Le Monde diplomatique, février 2010.

[4] Expliquant cette décision, le secrétaire général du CCG, Abdellatif Ziani a indiqué que "Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la politique de proximité, du destin commun, de l'unité et de la consécration des liens étroits existant entre les pays du CCG, le Royaume du Maroc et le Royaume de Jordanie" (point de presse, à la clôture du Sommet).

[5] Déclaration du ministre saoudien des affaires Etrangères et du chef d'Etat des Emirats, in Al-Quds el-Arabi, 2 décembre 2011.

[6] Le Président Obama reçut le ministre saoudien des Affaires étrangères Saoud al-Fayçal le 17 avril, l'émir du Qatar Hamad Ibn Khalifa al-Thani, le 23 avril 2013, le Prince héritier émirati Mohammed ben Zayed Al-Nahyan, le 26 avril. Le même jour, un sommet a réuni, à la Maison Blanche, le Roi de la Jordanie Abdallah II et le Président Américain Barack Obama.

[7] D'après le journal américain Wall Street Journal rapporté par alterinfo.ne.

[8] Bassar Badirine, "les trois possibilités de la Jordanie, pour éviter la guerre", al-Quds, 28 avril 2013.

[9] itele.fr.

[10] Saoussen Abou Hussein, *charq awsat*, 2 septembre 2013.

[11] Déclaration du Premier ministre, Abdallah en-Noussour, 31 août 2013.

[12] Nouri Al-Malki, déclaration à Associated Press, 28 février 2013.

[13] Mamoun Effendi, "Comment éviter la contagion de la désintégration de l'Etat ?" in *Charq al-Awsat*, 29 avril 2013.